



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Main-basse-sur-l-information-SNJ-CGT>

# « Main basse sur l'information » (SNJ-CGT)

- Les médias - Presse écrite - Où va la presse écrite ? -



Date de mise en ligne : samedi 11 décembre 2010

## **Description :**

Le système de distribution mutualisé est-il en train de connaître ses ultimes moments ?

---

**Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés**

---

**Nous publions ci-dessous un communiqué du SNJ-CGT, sous son titre original (*Acrimed*)**

Le pluralisme, ou ce qu'il en reste, maintenu bon gré mal gré dans notre pays notamment par un système de distribution mutualisé des titres de presse écrite est-il en train de connaître ses ultimes moments sous les coups de boutoir des grands groupes de presse et de leurs obligés au sein du parti majoritaire ?

Le Premier ministre avait missionné un inspecteur général des finances, Bruno Mettling, pour se pencher sur l'avenir de Presstalis, le nouveau nom des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP). Est-ce un hasard ? Le rapporteur a dessiné l'avenir de l'entreprise à partir du seul critère de sa situation financière, en décrétant l'état d'urgence, annonçant même le dépôt de bilan si sa réforme n'était pas mise en oeuvre rapidement.

En premier lieu, le rapport préconisait l'abandon du statut de coopérative pour celui de société anonyme, permettant ainsi la sortie du groupe Lagardère de son capital et de son rôle d'opérateur.

Le rapport propose, société anonyme oblige, une augmentation des coûts de traitement et d'acheminement des quotidiens (2,5 %) et des magazines (1 %) pour « restaurer l'exploitation ».

Le rapport Mettling prévoit ainsi de fermer la filiale SPPS de Presstalis (ex-NMPP). SPPS, le plus gros dépôt de France, distribue la presse quotidienne nationale (PQN) à Paris et dans une dizaine de villes des alentours de la capitale, représentant un quart de sa diffusion totale.

Les salariés de ce secteur avec leur syndicat CGT (SGLCE), confrontés à la plus dangereuse réforme du système de distribution héritée de la loi Bichet, ont dénoncé la grave menace non seulement sur le réseau, mais aussi sur l'emploi puisque 225 emplois sur 269 doivent disparaître. Le SGLCE a fait des propositions pour réduire le déficit à SPPS estimé, selon Presstalis, à 26 millions d'euros en 2011.

L'Etat, garant du pluralisme ? Bien au contraire, selon le dogme libéral, il crée les conditions pour la fermeture des titres qui ne pourront pas supporter le nouveau système libéral des messageries. D'ailleurs, le médiateur désigné pour sortir de la crise, Roch Olivier Maistre, fait pression pour la fermeture de SPPS contre la remise de fonds pour sauver l'entreprise de distribution.

Le groupe Lagardère, encore actionnaire à hauteur de 49% de Presstalis, va-t-il saborder la distribution en France en s'en retirant ? Pour mettre ses titres avaleurs de publicités en situation de monopoles dans les kiosques après avoir réduit le nombre de ses prétendus concurrents ? La recherche du profit maximum, pour être agréable à ses actionnaires, entraînera-t-elle le sabotage des titres de presse les plus fragiles ?

SNJ-CGT, le 9 décembre 2010